



**Thomas Mergel, *Parlamentarische Kultur in der Weimarer Republik. Politische Kommunikation, symbolische Politik und Öffentlichkeit im Reichstag*, Düsseldorf, Droste Verlag, 2005, 531 p.**

**Nicolas Patin**

DANS **PARLEMENT[S], REVUE D'HISTOIRE POLITIQUE 2008/2 n° 10** , PAGES 168C À 181C  
ÉDITIONS **L'HARMATTAN**

ISSN 1768-6520

DOI 10.3917/parl.010.0168c

Date de mise en ligne : 05/01/2009

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-parlements1-2008-2-page-168c?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...  
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



**Distribution électronique Cairn.info pour L'Harmattan.**

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](http://cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Francis Démier (dir.), *Louis Blanc. Un socialiste en République*, Grâne, Créaphis, 2005, 224 p.

Père fondateur du socialisme français, membre du gouvernement provisoire de 1848 et auteur du décret sur le droit au travail, Louis Blanc apparaît aujourd'hui comme l'un de ces utopistes du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle qui essaya vainement de changer la société de son temps, qui paya son engagement d'un long exil et qui termina sa carrière dans un rôle second pour ne pas dire secondaire à la Chambre des députés de la III<sup>e</sup> République. C'est cette vie politique qui s'étala sur un demi-siècle, des débuts de la monarchie de Juillet à l'avènement des républicains opportunistes que le colloque tenu en l'an 2000, à l'Université Paris X-Nanterre dans le cadre du Centre Louis et Charles Blanc et sous l'égide de Francis Démier se proposait de réexaminer. Il entendait aussi, d'une certaine façon, réparer une erreur, l'absence d'un colloque Louis Blanc pour le centenaire de sa mort, en 1982, alors que la gauche universitaire en avait organisé un beau, l'année précédente, pour celui de la disparition de Blanqui.

L'initiative était heureuse. Certes Louis Blanc avait déjà suscité de nombreux travaux historiques desquels émergeaient ceux de Georges Cahen (1897), Édouard Renard (1922), Jean Vidalenc (1948), Léo Loubère (1961) et, plus récemment, Jean-Michel Humilière (1982), mais la plupart avaient insuffisamment mis l'homme d'action en relation avec le penseur et le socialiste avec le républicain. Le grand mérite de cet ouvrage collectif est d'avoir abordé la vie de Louis Blanc sous cet angle.

Au lendemain des Trois Glorieuses, révolution politique, mais aussi « étape décisive dans la prise de conscience de la classe ouvrière », soulignée par Maurice Agulhon et William Sewell, Louis Blanc qui ne concevait pas la démocratisation politique sans démocratisation sociale fit de « l'organisation du travail » son mot d'ordre. Il reprenait celui-ci du saint-simonisme dont il aspirait à être l'unique héritier, comme le précise Philippe Régnier. Dans son esprit, l'abandon de l'économie de marché au profit d'une économie associative était le principal moyen d'y parvenir, par la création d'ateliers sociaux d'abord encouragés et soutenus par l'État puis susceptibles de s'autofinancer. Francis Démier et Jean-Claude Caron rappellent qu'il dénonça constamment les « oligarques industriels » et l'« aristocratie financière », comme les principales puissances de la monarchie de Juillet et les compara sans cesse aux anciennes féodalités et aux ordres privilégiés de l'Ancien Régime. Cependant, il réfléchit aussi aux moyens d'écartier la violence du champ politique et contribua à construire cet esprit d'humanité et de fraternité qui caractérisa le printemps des peuples. Dans sa contribution, Jean-François Jacouty montre son aspiration à rassembler

ouvriers et bourgeois dans « un socialisme d'union des classes », qu'il appela d'ailleurs dans son Histoire de la Révolution française l'« intime association de tous les intérêts ».

Son ambitieux programme fut vite dénaturé par ses collègues du gouvernement provisoire de 1848. Il dénonça alors dans les ateliers nationaux, simples avatars des ateliers de charité, une trahison de sa pensée. Cependant, il ne fut pas ce quarante-huitard naïf puis dupé que l'on présente souvent. Il sut imposer à ses collègues le droit au travail. Il essaya surtout, comme l'analyse de Françoise Bruand le montre, de faire de la Commission du Luxembourg dont il fut à l'origine et qu'il présida, la caisse de résonance de ses idées et le creuset du compromis économique et social. Devant la montée des revendications ouvrières sur le salaire, le marchandage ou les conditions de travail, la Commission fut appelée à jouer un rôle majeur de conciliation ce qui lui donna l'opportunité d'occuper une position d'arbitre. Il devint dès lors un danger non seulement pour les conservateurs en tous genres et les républicains du lendemain, mais aussi pour les républicains modérés de la veille. Y contribua aussi sa volonté de faire participer les ouvriers aux élections législatives d'avril 1848. Cette initiative ne fut pas une réussite sur le court terme, mais elle favorisa l'émergence d'une conscience de classe. Ainsi s'expliquent, pour partie, les accusations infondées puis l'acharnement dont Louis Blanc fut la victime à la suite de l'attentat du 15 mai. Il choisit la route de l'exil. Fabrice Bensimon souligne combien son séjour de vingt-deux ans en Angleterre contribua à renforcer son aversion pour les luttes violentes et son penchant pour la recherche des compromis dans les domaines politique et socio-économique.

Louis Blanc accomplit son retour sur la scène politique dans les années 1870 à un moment où républicains et socialistes étaient appelés à occuper une place plus importante dans le débat et à redéfinir leurs rapports. Représentant du peuple, il mena un dur et courageux combat pour l'amnistie des communards que nous rappelle Sylvie Aprile. Accusé d'avoir trahi les masses, il y vit certes la possibilité de rentrer en grâce auprès d'elles, mais aussi et surtout le moyen par excellence de (ré-)concilier république et socialisme.

Ces quelques notations n'épuisent en rien un ouvrage désormais nécessaire à la bonne intelligence de l'un des penseurs et acteurs fondamentaux de la vie politique française au XIX<sup>e</sup> siècle.

Éric Anceau

Enzo Traverso, *À feu et à sang. De la guerre civile européenne (1914-1945)*, Paris, Stock, « Un ordre d'idées », 2007, 384 p.

Le titre et l'édition du livre d'Enzo Traverso nous renseignent dès le premier abord sur sa démarche : *De la guerre civile européenne*, bien qu'il prenne la forme d'une étude historique traditionnelle, tient de l'essai. Le maître de conférences en sciences politiques de l'université de Picardie s'y livre à un patient travail de déconstruction et d'analyse du concept de « guerre civile européenne ».

L'ouvrage maintient une tension fructueuse entre deux volontés : d'une part, repenser ce court XX<sup>e</sup> siècle de 1914 à 1945, cet « âge des extrêmes », cette « guerre de Trente ans », en faisant jouer l'ensemble des catégories d'analyse mises à jour sur les presque vingt années d'existence du courant historiographie dit de la « culture de guerre » ; de l'autre, et Enzo Traverso reconnaît l'influence de son propre parcours dans cette démarche, l'ouvrage tente à tout prix de replacer cette période dans son régime d'historicité, en évitant d'en faire « une catastrophe humanitaire ou (...) un exemple effrayant de la malfaisance des idéologies. [Il part] de l'idée que, si toutes les guerres civiles sont des tragédies, certaines méritent que l'on s'y engage ». Refusant d'appliquer à cette période une « sensibilité post-totalitaire », Traverso estime que la violence de cette période doit être analysée, et non servir à une condamnation morale. Cette démarche amène l'auteur à critiquer le filtre anti-totalitaire hérité de la Guerre froide, qui renvoie dos-à-dos le fascisme et l'anti-fascisme – un masque du totalitarisme soviétique pour Furet – pour repenser le conflit entre révolution et contre-révolution au sein de cette « guerre civile européenne ».

L'ouvrage s'organise autour de deux grandes parties, qui sont finalement peu structurantes pour l'ensemble, tant la problématique de la guerre de Trente ans et celle de la lutte entre fascisme et anti-fascisme traversent la totalité de l'essai. Dans un premier temps, il brosse un large tableau des différentes théories concernant la période 1914-1945 (chapitre 1) montrant la comparaison possible avec la guerre de Trente ans (1618-1648) et la Révolution française et ses suites (1789-1815), en ce qui concerne la polarisation de deux fronts idéologiques (catholiques contre protestants, contre-révolutionnaires et révolutionnaires). La période ouverte en 1914 est donc bien celle d'une guerre civile, qui met en jeu des partisans et des formes de violence caractéristiques : l'image si traditionnelle de la violence froide du génocide doit être combinée à celle d'une violence chaude, qui émerge dans cette lutte de l'Europe contre elle-même. Les civils se retrouvent au centre de cet affrontement, et l'auteur synthétise les apports décisifs de l'historiographie récente sur ce sujet – l'étude des bombardements, des

génocides, des déportations (chapitre 3). La sortie de guerre, notamment sa forme juridique, montre la polarisation extrême des camps belligérants, ce que confirment les nombreuses épurations sauvages qui ont émaillé les démobilisations.

La seconde partie se concentre sur la circulation des phénomènes culturels, qui laisse une place importante à des figures de nombreux intellectuels, véritables compagnons de lecture de l'ouvrage – Carl Schmitt, Walter Benjamin, Martin Heidegger, pour les philosophes ; Ernst Jünger, Céline, Remarque, Orwell, pour les écrivains. L'auteur analyse les fronts qui se dessinent peu à peu, bouillonnent entre 1914 et 1933, avant de se polariser rapidement à partir de cette date. Le point de départ du combat intellectuel, ce n'est pas 1917, c'est, pour Traverso, le 30 janvier 1933. Cette partie, rythmée par une certaine pause analytique concernant les formes de la peur et de l'angoisse jaillies des tranchées du premier conflit mondial, décortique les pensées politiques du fascisme et de l'État d'exception, notamment autour de Schmitt et Benjamin. L'ouvrage, s'il ne laisse pas l'anti-fascisme sans de profonde égratignure, se clôt sur la revalorisation de ce mouvement comme espace public et ethos de rassemblement des intellectuels libéraux, démocrates et socialistes, faisant front contre le danger fasciste, bien plus qu'une tentative d'asservissement par Moscou des intellectuels européens. L'auteur esquisse une chronologie de cet engagement, malmené par le pacte germano-soviétique en 1939, ressoudé après 1941 dans la Résistance, et qui vacille définitivement en 1956.

Une critique de l'ouvrage a déjà été faite par Harry Harootunian dans *La revue internationale des livres et des idées* (n°7, septembre-octobre 2008, pp. 45-49). Le professeur d'histoire de la New York University montre comment l'analyse de Traverso, malgré sa finesse, laisse de côté la force du capitalisme et de l'impérialisme, absents aussi bien comme facteurs de long terme – et donc de différenciation entre la Guerre de Trente ans et la « guerre civile européenne » – mais aussi dans son aspect conjoncturel, avec la crise majeure qui frappe l'Europe après 1929.

L'ouvrage d'Enzo Traverso touche l'un de ses buts, l'effleure avec justesse : il démonte l'instrumentalisation du phénomène anti-fasciste dans le contexte de Guerre froide, et esquisse un repositionnement de cet engagement dans la diversité de ses acteurs. Magistralement, l'ouvrage sort de cette « sensibilité post-totalitaire », sans tomber dans une vaine prise de position partisane ou aveugle. L'autre volonté, celle de repenser la période 1914-1945 comme une « guerre de Trente ans », est moins accomplie. Le degré de démonstration permet certes aux deux paradigmes de s'articuler : si guerre civile européenne il y a eu, alors l'anti-fascisme peut être pensé comme un espace public, l'un des

camps qui s'est opposé à l'autre. La démonstration est moins convaincante pour le premier paradigme : l'auteur s'appuie sur les vingt ans de recherches de l'historiographie de la « culture de guerre » et de la « brutalisation », terme qui revient continuellement, mais sans y apporter de faits nouveaux, ni de critiques majeures. L'étude est un essai, et on ne saurait lui demander de fournir ce à quoi elle ne se destine pas. Mais l'analyse s'enfonce parfois un peu trop vite dans des débats pourtant encore vifs. C'est l'ensemble de la démonstration – pourtant fournie, 370 pages – qui est fragilisée par cette synthèse parfois un peu trop générale, qui s'appuie souvent – trop souvent ? – sur l'analyse de discours d'intellectuels, plutôt que sur les réalités de cette « guerre civile européenne ». Si les intellectuels sont le premier objet d'étude de l'engagement anti-fasciste, ils doivent peut-être céder la place à des voix différentes en ce qui concerne « l'âge des extrêmes », sous peine de s'enfermer de plus en plus dans les quelques impasses et biais de l'histoire culturelle de la Grande Guerre et de ses conséquences.

L'ouvrage d'Enzo Traverso, son titre l'assigne, est un essai, pas une synthèse : on ne peut donc pas lui reprocher de ne pas tenir un statut qu'il n'a pas revendiqué. Il réussit brillamment à peindre une histoire culturelle de l'anti-fascisme, dans un contexte de polarisation et de guerre civile, et ainsi, rétablit un phénomène dans son régime d'historicité. Cet ouvrage permettra donc aussi bien aux spécialistes de puiser matière à réflexion, qu'aux néophytes de découvrir un tableau général de cette période sombre du XX<sup>e</sup> siècle.

Nicolas Patin

**Thomas Mergel, *Parlamentarische Kultur in der Weimarer Republik. Politische Kommunikation, symbolische Politik und Öffentlichkeit im Reichstag*, Düsseldorf, Droste Verlag, 2005, 531 p.**

L'histoire du parlementarisme allemand s'écrit depuis 1952 en grande partie grâce à la Commission pour l'histoire du parlementarisme et des partis politiques (Kommission für Geschichte des Parlamentarismus und der politischen Parteien), initiée par le Bundestag. Des dizaines de volumes ont émaillé ces décennies de recherches, que ce soit dans une perspective prosopographique, ou partisane ; mais on s'avance peu en disant que le travail de Thomas Mergel est la première tentative d'analyse d'ensemble concernant le Reichstag sous la République de Weimar.

La démarche de l'auteur pour ce travail, sa thèse d'habilitation à l'université de Bochum, ajoute à une analyse purement historique du champ politique, une utilisation très maîtrisée d'outils aussi variés que la sociologie, l'analyse discursive ou l'ethnologie. L'ouvrage s'articule autour de cinq grandes parties : le Reichstag avant même d'être un bâtiment réel, est un espace social, où les députés tissent des réseaux ; c'est le lieu d'une pratique parlementaire qui semble bien fonctionner entre 1920 et 1930, organisée autour des débats ; l'analyse de la communication politique dans les sessions plénières occupe donc logiquement le centre de l'ouvrage ; pour autant, l'institution n'est pas isolée du reste du monde, et l'auteur interroge donc son rapport à l'espace public ; à partir de 1928, la communication se désagrège au sein du Reichstag, signifiant clairement la crise puis la fin du système parlementaire.

L'auteur se défend de faire de la micro-histoire, mais c'est bien au centre de la vie quotidienne de l'institution qu'il nous invite : pour lui, c'est une méthode pour éviter toute téléologie, et tenter de faire une « histoire normale » de cette assemblée, qui a fonctionné pendant dix ans, avant de se gripper. Si la société de la III<sup>e</sup> République était bloquée, celle de Weimar est, pour Mergel, déchirée : comment représenter une telle société ? Les premières années de pratique sont paradoxales : les questions concrètes et essentielles ne créent que peu de conflits, tandis que les questions symboliques, comme la question des couleurs du drapeau allemand, catalysent toutes les oppositions. Dès le départ, le Reichstag n'arrive pas à ancrer une image positive dans la population, il est perçu comme un théâtre. Pourtant les parlementaires ne sont pas des novices : 30 % ont déjà une expérience parlementaire. Malgré des identités très différentes, notamment en ce qui concerne la provenance régionale, les députés semblent s'être intégrés peu à peu au sein d'un même mode de vie. L'appartenance partisane dessinait tout de même des oppositions fortes et plusieurs discours se surimposent, selon les profils des députés : discours de l'exécutif, discours des hommes d'État, discours de la morale, et très peu, finalement de discours de l'expérience personnelle. Le fonctionnement semblait pourtant assez positif, même si la difficulté à trouver une entente au sein des fractions, et une ancienne culture d'opposition envers le Gouvernement laissait souvent l'initiative des lois à ce dernier.

Mais la crise du parlementarisme est patente : on dénonce le Parla-Parla-Parlament, et le système des partis. Le Reichstag est pris dans une contradiction : les députés doivent être et représenter le peuple, mais aussi tenir le rang de leur fonction. La figure du Führer vient s'opposer pieds à pieds aux manquements de l'Assemblée. Le Reichstag entre en crise après 1928 : les fonctionnaires se politisent, les nazis adoptent une

position profondément anti-parlementaire et le DNVP (Deutschnationale Volkspartei, parti de droite conservateur, nationaliste, monarchiste et antisémite) emboîte le pas aux nazis dans sa stratégie de communication.

La thèse apporte trois conclusions : ce qui permettait au Reichstag de fonctionner en interne le minait à l'extérieur, il ne s'affirmait pas en tant qu'institution ; le DNVP a porté une responsabilité très importante dans l'échec du parlementarisme ; les années 1920 ont été des années de bon fonctionnement. La déception était de fait structurelle, vu la force des attentes. Par la suite, le Bundestag n'a pas profondément réformé les mécanismes, mais beaucoup plus la perception qu'il avait de lui-même en tant qu'institution.

La faiblesse du livre se trouve aussi dans sa force : s'il apporte des perspectives très originales sur l'étude des discours et l'analyse interactionniste, la chronologie semble parfois s'effacer au profit d'une forme de romantisme éthérée, qui ferait passer les années 1919-1923 pour des années de fonctionnement démocratique finalement assez normal. Mais l'ouvrage pointe du doigt le manque d'étude sur la place du DNVP, et a le grand mérite, enfin, après des décennies de recherche fragmentée, de s'attaquer au Reichstag sous la République de Weimar comme un tout.

Nicolas Patin

**Christian Baechler, *L'Allemagne de Weimar, 1919 - 1933*, Paris, Fayard, 2007, 484 p.**

L'histoire de la RDA passionne, le régime nazi continue d'attirer nombre de chercheurs : l'histoire de la République de Weimar, elle, semble peu à peu s'assoupir du côté français. Les synthèses traduites ne manquent pourtant pas, et on peut citer récemment *l'Histoire de l'Allemagne* de Heinrich August Winkler [2000], qui consacre 140 pages de son histoire contemporaine à Weimar, l'ouvrage de Horst Möller [2005] ou l'essai essentiel de Detlev Peukert [1995]. Mais pour la production française, mise à part la somme de Jean Solchany [2003] qui fait le point sur de nombreux débats, un certain vide demeure. C'est ce vide que comble avec succès la synthèse de Christian Baechler. Grâce à un ouvrage épais, rédigé aussi bien pour les chercheurs que pour le grand public, il propose une vision récente et très documentée du régime de l'entre-deux-guerres allemand.

L'ouvrage s'organise autour de trois grands temps : la fondation de la République, sa contestation et sa consolidation, sa crise, enfin. On

s'attendrait donc à une chronologie traditionnelle, mais Christian Baechler y introduit une présentation de l'Allemagne en 1914, ainsi que la Première Guerre mondiale, ce qui permet de poser avec bonheur un cadre large, et de pondérer l'importance du conflit mondial, pour réintégrer Weimar dans le temps long. L'ouvrage suit ensuite un plan plus classique, découpant la République selon des stances connues, crise d'après-guerre, "âge d'or", crise finale et chute du régime. L'objectif de l'ouvrage est clair, énoncé dans une courte introduction : « ... démontrer que [...] la démocratie n'était pas condamnée dès l'origine » (p.12). Car si une période historique est bien déchirée par l'anachronisme et la téléologie, c'est Weimar, qui débute souvent le 30 janvier 1933, voire le 8 mai 1945, plutôt qu'en 1919, toujours perçue comme un échec, jamais autonome.

L'auteur arrive largement à réintégrer Weimar dans une "normalité", notamment par l'arsenal très solide de ces catégories d'analyse, qui ne laissent de côté, ni les aspects économiques, essentiels pour comprendre la crise inflationniste de 1923 et la crise économique de 1929-1932, ni les aspects culturels ; la circulation est fluide entre une analyse politique ample, qu'elle concerne les partis, le Gouvernement ou le fonctionnement constitutionnel, ou la politique extérieure, et un contexte social qui n'est jamais négligé, rappelant les forces en présence, les mouvements créés par la modernisation rapide de la société wilhelminienne. L'auteur s'appuie sur les mouvements historiographiques les plus récents. Il montre tout d'abord que l'une des causes de la faiblesse du parlementarisme allemand tient au fait que Bismarck a joué la carte de la démocratisation avant celle de la parlementarisation, vidant ainsi l'institution d'une part de son autorité, le Reichstag allemand représentant plus les dissensions d'une Nation encore très morcelée, plutôt qu'il ne les rassemblait dans une unité. C. Baechler montre aussi l'influence des groupes de pression, qu'on a tendance à oublier dans la complexité des partis politiques, notamment les groupements agrariens, ainsi que l'effet déstabilisant des référendums d'initiative populaire sur le pouvoir, thème jusqu'alors peu abordé. De la même manière, l'ouvrage réévalue, en parfaite résonance avec l'historiographie récente, la position de certains partis politiques dans la crise de la République : la DNVP, le parti national-allemand, est ainsi longuement analysé, car on a maintenant montré la responsabilité essentielle du parti dans la crise, par la politique irrationnelle et radicale de Hugenberg, son dirigeant. Le Zentrum, souvent oublié, trouve une place de choix. L'ouvrage intègre aussi les résultats récents concernant les mythes fondateurs de Weimar, comme la *Dolchstoßlegende*, la « légende du coup de poignard dans le dos », ou encore les « mensonges de la culpabilité allemande dans la guerre », qui ont empoisonné la vie

politique républicaine. Le livre donne l'impression de ne rien oublier, que ce soit les fondements culturels de la République, la puissance du problème fédéral, la place de la religion, ou encore des analyses peut-être plus fines sur la crise économique de 1929, et notamment la dissection des mécanismes de la crise financière et bancaire de 1931. Gustav Stresemann flotte comme une figure tutélaire sur l'analyse, ce qui est compréhensible, car l'auteur a écrit une biographie du ministre des Affaires étrangères en 1996. Il ne prend cependant pas une place excessive, et le rôle des différents acteurs est toujours équilibré, mettant en lumière des personnalités quelque peu négligées, comme Ebert, Hugenberg, Schleicher, ou encore Seeckt, Curtius, Stegerwald, Stinnes, Kaas...

Une telle synthèse est donc une gageure, et il est inutile de souligner ce dont elle ne parle pas, car les manques sont toujours motivés, très souvent justifiés. Cependant, l'ouvrage laisse de côté quelques aspects importants. S'il insiste sur la « légende du coup de poignard dans le dos », il se centre sur son élaboration, peu sur sa réception, et donc sur son effet réel. De la même manière, une des idées directrices de l'ouvrage est la nostalgie d'une *Volksgemeinschaft*, une communauté unie du peuple allemand. L'idée revient à maintes reprises, mais n'est jamais développée en tant que telle. De même, l'idée de « pessimisme » allemand est un *leitmotiv*, mais ne trouve une place autonome que rarement. Dans la constellation des personnages évoqués, deux posent problèmes : Hindenburg est le grand absent de cette synthèse. Horst Möller, dans la réédition de son livre [2005] lui accordait pourtant une place structurante : le président n'a pas subi l'évolution du régime, mais en a été un acteur essentiel. Heinrich Brüning, s'il est très présent dans l'ouvrage, est présenté au sein d'une problématique (a-t-il été le « fossoyeur » de la République ?) qui polarise sa description à outrance. Enfin, l'ouvrage n'évite pas un problème propre de l'histoire de cette période : à force de ne pas vouloir tomber dans la téléologie, la tentation est forte pour tout chercheur écrivant sur Weimar d'accentuer la « normalité » de la République. La partie traditionnelle concernant les années 1924-1929 tient souvent ce rôle, notamment les aspects culturels, mais l'auteur montre bien que la modernité weimarienne a aussi été un facteur déstabilisateur. L'âge d'or n'en était pas vraiment un, si ce n'est dans une reconstruction *a posteriori* qui voulait opposer la réussite culturelle à l'échec politique. Cela n'empêche pas l'ouvrage de manquer en partie son objectif : outre le fait que C. Baechler, dans sa présentation de l'Allemagne avant 1914, sélectionne des tendances qui préfigurent surtout la crise, et non le fonctionnement normal de la République, la description de la montée du nazisme occupe une place très faible : une page pour le putsch de Munich de 1923, quinze pages

au total sur le mouvement en lui-même. La synthèse ne peut pas tout dire, mais Hitler est presque absent, et même si le parti nazi représente, il faut le rappeler, une force politique presque négligeable en 1928, on ne peut pas comprendre la chute du régime sans celle de la force politique qui y a travaillé activement pendant quatorze ans, avec succès sur les dernières années. Weimar n'était pas condamné. Mais pour le comprendre, il faut aussi percevoir profondément les logiques du mouvement politique qui l'a miné, aussi bien que les facteurs de long terme. Ce n'était peut-être pas le propos de ce livre, et il sera donc utile de le compléter par d'autres lectures. Mais l'ampleur du traitement, la précision des faits sélectionnés, la variété des méthodologies, feront que ses lectures seront peu nombreuses, car l'ouvrage de Christian Baechler se suffit en grande partie à lui-même.

Nicolas Patin

**Robert O. Paxton (traduit de l'anglais par William Olivier Desmond), *Le Fascisme en action*, Paris, Éditions du Seuil, 2007, 443 p.**

Le titre du livre évoque assez bien son contenu. L'historien américain Robert O. Paxton, spécialiste reconnu de la France de Vichy, part d'un postulat qui guide toute sa réflexion : « Ce que les fascistes ont fait nous en dit au moins autant que ce qu'ils ont déclaré » (p. 22). Il ne faut pas pour autant s'attendre à un catalogue des faits d'armes et des grandes heures des régimes fascistes. Cet ouvrage s'apparente plus à un essai qu'à un travail historique focalisé sur les archives. L'auteur nous livre, en effet, sa réflexion personnelle qu'il tire d'un parcours intellectuel particulièrement riche. Ainsi, son œuvre se nourrit d'une bibliographie pléthorique, d'une maîtrise réelle de l'historiographie et d'une érudition incommensurable.

L'auteur s'intéresse principalement aux deux grands régimes authentiquement fascistes, en l'occurrence les totalitarismes mussolinien et hitlérien. Dans une approche comparative, il balaye la quasi-totalité des régimes autoritaires occidentaux qui ont parfois « flirté » avec le fascisme sans se confondre avec.

L'auteur prend l'initiative de distinguer cinq grandes étapes, cinq temps forts dans le cycle fasciste : la création des mouvements fascistes, leur ancrage dans le système politique, la façon dont ils se sont emparés du pouvoir, la manière dont ils l'ont exercé et, pour finir, la radicalisation qui a caractérisé, sur le long terme, les régimes fascistes. En cela, Robert O. Paxton s'éloigne peu des quatre phases relevées par

Pierre Milza qui passe plus vite sur l'arrivée au pouvoir du fascisme. Chaque étape est soigneusement disséquée par l'auteur.

La première s'attarde principalement sur les origines philosophiques, idéologiques et sociologiques du fascisme. On pourrait qualifier ce premier fascisme de révolutionnaire en raison de ses revendications antiparlementaires, antilibérales, antibourgeoises et anticapitalistes. Ce premier fascisme naquit souvent d'un point de rencontre entre l'extrême gauche et l'extrême droite.

L'enracinement des mouvements fascistes va de pair avec une certaine atténuation de la radicalité du message fasciste. Sans être abandonnée, la tonalité sociale voire socialisante du premier fascisme a laissé place à une idéologie de troisième voie interclassiste, fondée, avant tout, sur le nationalisme (unité nationale) et l'anti-marxisme. En Italie, les partis, syndicats et coopératives de gauche de la Vallée du Pô ont ainsi été les cibles privilégiées des raids des Chemises Noires, notamment en 1921. Hitler et les nazis se sont, quant à eux, ouverts le chemin du pouvoir en exploitant l'incapacité de la jeune et fragile démocratie allemande à refréner la crise. S'intéressant de près à tous les intérêts catégoriels, le parti national-socialiste a dès lors connu une ascension électorale fulgurante, à partir de 1930.

Pour accéder au pouvoir, les fascistes profitèrent, outre de l'impasse où se trouvait la démocratie face aux nouveaux problèmes de l'après-guerre, de l'alliance décisive des élites politiques en place, conservatrices et/ou libérales, mais aussi des élites économiques et sociales. Seuls les fascistes italiens et allemands bénéficièrent de ces conditions favorables à la prise de pouvoir. Une fois au sommet de l'État, fascistes et nazis marginalisèrent rapidement ces alliés encombrants. De même, ils mirent au pas l'ensemble de leurs partenaires et de la société avant de faire main basse sur la quasi-totalité du pouvoir. Ils eurent alors les mains libres pour établir la toute puissance du chef et du parti unique, mobiliser les masses, écarter toute opposition et poursuivre la réalisation de leur projet totalitaire, à caractère nationaliste et raciste. Leur exercice du pouvoir ne se fit pas sans accroc et dut faire face à un certain nombre de difficultés. Ici, l'auteur évoque, entre autres, les rivalités inhérentes aux institutions duales des régimes fascistes, les frictions entre l'État et le parti unique, entre le chef et son parti mais aussi entre les fascistes et leurs alliés parfois insoumis.

Enfin, l'universitaire américain explique comment ces régimes se sont radicalisés avec la guerre expansionniste qu'ils ont décidée. C'est en effet pendant le second conflit mondial que le régime nazi a, en particulier, institutionnalisé et généralisé son racisme antisémite (Solution finale).

Dans un chapitre suivant, l'auteur s'arrête sur les émules du fascisme, à d'autres époques et sur d'autres terres du globe. Il termine son raisonnement par une tentative de définition qui a tendance à laisser le lecteur sur sa faim. Sans remettre complètement en cause l'importance de l'idéologie dans les régimes fascistes, Robert Paxton préfère parler de « passions mobilisatrices » déterminantes pour comprendre la montée et le succès du fascisme. Il énumère, parmi elles, le sentiment de crise, la primauté du groupe, le sentiment de victimisation, la peur du déclin, le besoin d'une intégration plus étroite dans une communauté plus pure, le besoin d'autorité, la supériorité du chef et celle du peuple élu qu'il incarne... D'après l'auteur, la menace d'un retour du fascisme (terme et titre du livre pour lequel l'emploi du pluriel aurait peut-être été de meilleur aloi) n'est pas inexistante. Face à un tel scénario, gageons que son ouvrage constituerait un efficace antidote.

Renaud Tauxin

**Tiago Fernandes, *Nem ditadura, nem revolução. A Ala Liberal e o marcelismo (1968-1974)*, Lisboa, Dom Quixote, 2006, 188 p.**

Tiago Fernandes décrit un épisode particulier de l'*Estado Novo* au Portugal : entre 1969 et 1974, l'Assemblée nationale compte en son sein dix-neuf députés se désignant comme libéraux et ouvertement favorables à l'instauration d'une démocratie. En 1969, à l'occasion des élections législatives, Marcelo Caetano, président du Conseil de 1968 à 1974 après le long règne de Salazar, créa ce que Fernandes, reprenant un concept forgé par Juan Linz, qualifie de « semi-opposition ». Désirant se démarquer des ultras, proches du président de la République et prétendant maintenir le statu quo économique, social, politique et défendre la continuité de l'Empire colonial ébranlé depuis 1961 par l'éclosion de conflits dans plusieurs colonies, Caetano invite des personnalités considérées comme pro-démocrates à rejoindre les listes du parti unique, l'*União Nacional*, et à s'installer à l'Assemblée. Ces individus sont plutôt jeunes (41 ans en moyenne), urbains, formés à l'université et appartiennent, pour près de la moitié, à des associations proches de l'Église catholique. Pour Caetano, ils doivent lui servir d'appui dans sa politique de modernisation de l'économie et faire croire à l'opinion publique internationale que le régime se libéralise. Ils doivent enfin constituer un contrepoids aux ultras. Néanmoins, il ne semble pas que Caetano ait véritablement pensé s'appuyer sur eux pour

démocratiser le régime. Il cherchait plutôt à asseoir sa légitimité remise en cause par les ultras en s'appuyant sur une plus large participation populaire et un pluralisme moins limité.

Les individus qui acceptèrent d'endosser la fonction de député au sein d'un régime dans lequel l'Assemblée nationale n'avait qu'un pouvoir limité, espéraient changer le régime de l'intérieur. Le titre du livre résume en quelques mots leur programme : « ni dictature, ni révolution ». Ils pensaient favoriser la démocratisation graduelle du régime, notamment à l'occasion de la révision constitutionnelle. Ils souhaitaient devenir des partenaires de Caetano à qui ils prêtaient des vellétés de démocratisation, ce que ce dernier leur laissa croire. Mais le quiproquo ne dura pas longtemps. Dès leurs premières interventions à l'Assemblée, les députés de l'« aile libérale » clamèrent leur ambition de démocratiser le pays, d'améliorer les conditions de vie de la population et de favoriser le rapprochement avec la CEE. De nombreuses disputes les opposèrent aux députés ultras qui considéraient que le Portugal n'était pas un pays européen mais pluri-continentale. Certes, les positions de l'aile libérale et du Gouvernement convergeaient sur les sujets liés au développement économique, à la politique sociale ou au rapprochement avec l'Europe. Mais dès que les débats traitaient de thématiques plus politiques liées aux libertés, les désaccords surgissaient. Ainsi, toutes les propositions « politiques » des députés libéraux furent rejetées. Las de voir que Caetano n'initiait pas de libéralisation politique, plusieurs députés de l'aile libérale radicalisèrent leur position et entrèrent en conflit contre le régime. La majorité des députés libéraux ne se représenta pas aux élections de 1973.

Pour Fernandes, qui cherche à comprendre l'échec de la « transition pactée » au Portugal, la radicalisation des députés libéraux, l'héritage libéral dont ne s'était pas complètement débarrassé le régime et la rivalité entre plusieurs institutions (la présidence de la République où se maintenait Américo Tomás qui bloquait toute évolution, la présidence du Conseil, l'Armée) empêchèrent toute démocratisation graduelle.

La pertinente démonstration de Fernandes aurait pu être plus convaincante s'il s'était appuyé sur d'autres éléments qui lui ont fait défaut, probablement faute d'archives. En effet, l'auteur démontre que la semi-opposition constituée par l'« aile libérale » a été voulue, conçue et élaborée par Caetano selon une stratégie de légitimation. Toutefois, on ne sait pas sur quels critères Caetano a choisi ces individus, ni si toutes les personnes contactées ont accepté cette offre. On sait également peu de choses sur la composition des listes de l'União Nacional et sur les raisons qui ont présidé au choix des ultras ayant activement participé au processus de radicalisation. Du reste, l'auteur a tendance à opposer les 19 députés libéraux aux 111 autres alors que de

nombreuses nuances devaient se manifester parmi ces derniers. Enfin, l'auteur omet de décrire un pan important de la semi-opposition lors des dernières années de la dictature : les jeunes secrétaires et sous-secrétaires d'État nommés par Caetano aux portefeuilles liés à l'économie. Certains d'entre eux étaient très proches des membres de l'aile libérale et pouvaient être considérés comme appartenant à la semi-opposition : ils participaient aux institutions du régime mais affichaient leur volonté de libéralisation politique, parfois publiquement. Ils croyaient également au projet de Caetano de moderniser et de démocratiser le pays, et ils quittèrent aussi le Gouvernement, déçus. En ignorant les prises de position de ces secrétaires d'État et en dissociant leur étude de celle des députés libéraux, Fernandes a limité la compréhension de l'ensemble de la stratégie dessinée par Caetano et négligé la prise en compte de la globalité de l'espace politique de la semi-opposition ainsi que les raisons de son échec et de sa radicalisation. Cette lacune résulte peut-être du fait que l'auteur a esquissé ailleurs l'itinéraire de ces secrétaires et sous-secrétaires d'État.

L'étude de Tiago Fernandes n'en reste pas moins une précieuse et solide étude sur les dernières années du régime autoritaire portugais, alliant avec bonheur le travail en archive, les entretiens et les outils de la science politique.

Victor Pereira